



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA COORDINATION ET LE SUIVI DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX RÉGLEMENTAIRES**

---











**Assistance maitrise d'ouvrage pour la coordination  
et le suivi des enjeux environnementaux  
réglementaires**

**Barrage de Beaulieu**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire**  
**Aval**  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Assistance maîtrise d'ouvrage pour la coordination et suivi des enjeux environnementaux
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Durée globale prévisionnelle : 4 ans / Défini par tranche
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.3 - Décomposition du contrat.....	6
1.4 – Tranches optionnelles .....	6
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	7
1.6 – Obligation de résultats .....	7
1.7 - Conflit d'intérêt .....	7
1.8 - Sous-traitance .....	7
2 - Pièces contractuelles.....	8
2.1 – Pièces particulières.....	8
2.2 – Pièces générales .....	8
2.3 – Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché .....	8
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	8
3.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	8
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction .....	9
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	9
5 - Durée et délais d'exécution .....	9
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	9
5.2 - Délai d'exécution global .....	9
5.3 - Délais d'exécution des tranches .....	10
6 - Prix.....	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
6.2 - Modalités de variation des prix .....	10
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	10
7 - Garanties Financières .....	11
8 - Avance.....	11
8.1 – Conditions de versement et de remboursement .....	11
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
9 - Modalités de règlement des comptes.....	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement .....	12
9.4 - Paiement des cotraitants .....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
9.6 – Demande de paiement du solde et décompte général .....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
10.1 – Présentation des livrables.....	13
10.2 – Participation aux réunions de chantier .....	13
10.3 – Arrêt de l'exécution des prestations .....	14
10.4 – Achèvement de la mission .....	14
11 - Développement durable .....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	16
12.1 - Vérifications .....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	16
15 - Pénalités.....	16
15.1 - Pénalités.....	16
15.2 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité et de confidentialité. ....	17
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	17

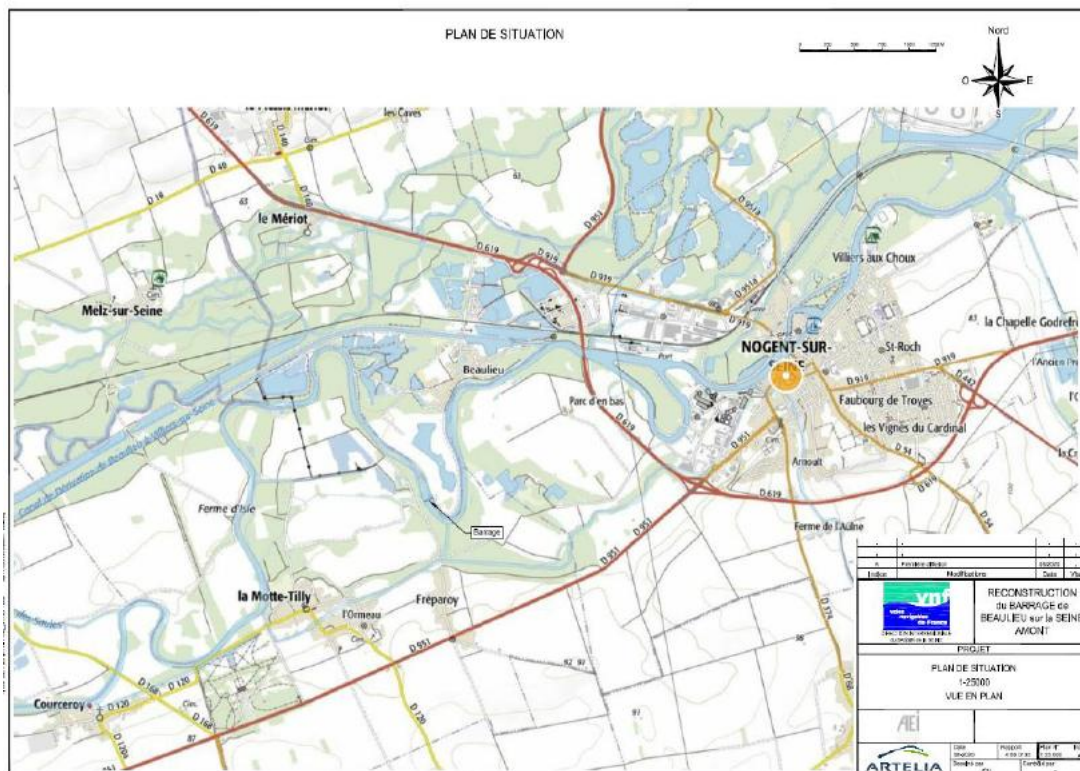
15.4 – Pénalité pour travail dissimulé.....	18
16 - Assurances .....	18
16 - Clause de réexamen .....	18
17 - Résiliation du contrat.....	18
17.1 - Conditions de résiliation.....	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
18 - Règlement des litiges et langues.....	19
19 - Dérogations.....	19

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent : Assistance maîtrise d'ouvrage la coordination et le suivi des enjeux environnementaux.

Le projet concerne la reconstruction du barrage de Beaulieu, implanté sur la Seine, dans le département de l'Aube en région Grand Est. La rive droite se situe sur la commune du Mériot et la rive gauche sur la commune de la Motte-Tilly. Le projet est localisé en figure suivante.



Plan de localisation du projet

Il s'agit d'un barrage datant de 1864 permettant d'assurer un mouillage minimum pour la navigation dans le canal de dérivation de Beaulieu à Villiers ainsi que le Port céréalier de Nogent sur Seine.

Les grandes composantes du programme de reconstruction sont :

- La création d'un nouveau barrage mécanisé en remplacement de l'existant,
- La mise en place d'une passe à poissons,
- La possibilité de franchissement du barrage par une passerelle publique d'une rive à l'autre,
- La téléconduite du barrage à partir du Poste de Commande Centralisé de Mouy-sur-Seine,
- Le réaménagement du local technique existant en rive droite,
- La démolition de l'ancien barrage.

Dans le cadre de ce projet, VNF a déposé un dossier d'Autorisation Environnementale Unique (AEU) et a obtenu l'arrêté préfectoral correspondant en février 2026. Dans cette AEU VNF s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi des impacts sur l'environnement. Le titulaire du marché de travaux va décliner la Notice de respect de l'environnement exigée par VNF en Plan de Respect de l'Environnement. L'objet du présent contrat est la coordination environnementale du titulaire du marché de travaux et le suivi des mesures réglementaires pour leur bonne application durant toute la durée du chantier (phase de préparation du chantier et phase chantier).

### 1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 6 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Prestations nécessaires pour la tranche ferme : <ul style="list-style-type: none"><li>• M1 – s'assurer de l'appropriation et de l'application par l'entreprise travaux de la Notice de Respect de l'environnement repris dans son Plan de Respect de l'Environnement (PRE) - analyse des documents</li><li>• M2 – s'assurer du respect et de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi auxquelles VNF s'est engagé dans le cadre de l'Autorisation Environnementale Unique (AEU) et de la demande de dérogation relative aux espèces protégées repris dans l'arrêté préfectoral délivré- suivi et encadrement du chantier</li><li>• M3 - Mesures compensatoires associées à la Mulette épaisse (Unio crassus) : recréation d'habitats dans le Canal de Fréparoy et Terray - suivi et encadrement du chantier</li><li>• M4 - Sensibilisation des équipes de chantier des travaux de compensations d'habitats mulette épaisse et de reconstruction du barrage de Beaulieu</li><li>• M5 : avis sur le suivi des compensations des zones humides réalisé par un tiers de l'année N à N+3</li><li>• M6 : marquage des arbres et délimitation physique sur le terrain de la zone à défricher par le titulaire</li><li>• M7 : mission de suivi du défrichement lié aux travaux principaux</li></ul>
TO01	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• MO1 : Suivi des mesures de communication</li></ul>
TO02	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• MO2 - Notice méthodologique pour l'exploitation</li></ul>
TO03	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• MO3 - rédaction du DCE du suivi de la mulette et des zones humides pour les années N+5 N+7 et N+10</li></ul>
TO04	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• M04 - sauvetage par déplacement des amphibiens sur le chantier</li></ul>
TO05	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• MO5 - Porté à connaissance</li></ul>

### 1.4 – Tranches optionnelles

Chaque tranche optionnelle est affermie par décision écrite du maître d'ouvrage, notifiée au titulaire conformément aux dispositions du présent CCAP.

Les prestations sont exécutées exclusivement après affermissement de la tranche optionnelle et sur ordre de service ou demande écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à l'affermissement ni à un quelconque volume de prestations.

## **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **1.6 – Obligation de résultats**

À titre de condition substantielle et déterminante du présent marché sans laquelle le maître de l'ouvrage n'aurait pas contracté, l'assistant au maître d'ouvrage souscrit une obligation de résultat qui porte à la fois sur :

- Le contrôle de la réalisation des aménagements exempts de vices, conformes à la réglementation en vigueur, et aux droits des tiers, répondant aux objectifs, données et contraintes du programme ;
- La garantie de disponibilité d'un référent pendant toute la durée du marché ;
- Le respect du calendrier et des délais des missions, tel que défini dans le marché.

En application des articles 2 et 3.8 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage a la possibilité d'émettre des ordres de services en vue de préciser les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché et l'assistant au maître d'ouvrage devra s'y conformer.

## **1.7 - Conflit d'intérêt**

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **1.8 - Sous-traitance**

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-3 à R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée au présent CCAP, ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste au règlement de la consultation).

En cours de marché, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, les mêmes documents listés précédemment.

## **2 - Pièces contractuelles**

### **2.1 – Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- Le mémoire technique qui est remis avec l'offre, décrivant les dispositions que le candidat propose d'adopter pour exécuter sa mission ;
- La Décomposition Indicative des Efforts par Métier / Profil Type (DIEMPT).

### **2.2 – Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini en page 1 de l'AE :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

### **2.3 – Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché**

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par :

- Les éventuels portés à connaissance de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale ;
- Les avenants ;
- Les décisions du maître d'ouvrage ;
- Les actes spéciaux établis conformément au présent CCAP ;
- Les ordres de service
- Le planning d'intervention établi suite à la notification du marché

## **3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

### **3.1 - Rappel des obligations du titulaire**

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.



Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### **3.2 - Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

À titre indicatif, sans que cela n'engage le pouvoir adjudicateur, la durée globale prévisionnelle du marché est estimée à 4 ans.

### **5.2 - Délai d'exécution global**

Le délai d'exécution global de l'ensemble des prestations débute à compter de la date de notification du contrat et se termine à la notification de la décision établie par le RPA de prononcer l'achèvement de la mission conformément à l'article 10.3 du présent CCAP.

Les délais de prolongation seront conditionnés par la bonne réalisation du chantier de reconstruction du barrage ainsi que l'ensemble des travaux encadrés par ce marché.

### 5.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé comme suit :

Tranche(s)	Délai	Précisions
TF	48 mois	À compter de la notification
TO 01	48 mois	A compter de la date fixée par l'ordre de service
TO 02	1 mois	A compter de la date fixée par l'ordre de service
TO 03	3 mois	A compter de la date fixée par l'ordre de service
TO 04	1 mois	A compter de la date fixée par l'ordre de service
TO 05	2 semaines	A compter de la date fixée par l'ordre de service

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Les tranches optionnelles pourront être affermies à tout moment pendant la durée du marché, et au plus tard jusqu'à son terme.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application des prix forfaitaires et prix unitaires figurant dans le bordereau des prix.

Le prix est réputé complet. Il comprend notamment toutes les dépenses résultant des prestations objet du marché, les frais généraux, les impôts et taxes. Il est réputé comprendre une marge pour risques et bénéfices.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres tel qu'indiqué sur la première page de l'Acte d'Engagement ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés à chaque présentation de facture par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING_{(n-3)} / ING_{(0)})$$

Selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index  $(n-3)$  : valeur de l'index de référence au mois n diminué de 3 mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index  $(0)$  : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité d'attente ou de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-PI.

### 8.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire dans le respect des conditions de l'article R2191-3 et suivants du CCP, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial de la tranche affermie concernée, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la tranche affermie divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises de sa part de marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique la rejettera après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : 802

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9.6 – Demande de paiement du solde et décompte général**

### **9.6.1 – Demande de paiement du solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 10.3 du présent CCAP, le titulaire adresse au RPA la demande de paiement du solde correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

La demande de paiement est envoyée au RPA selon les modalités énoncées ci-dessous.

### **9.6.2 – Décompte général**

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

Le décompte final qui fait apparaître :

Le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le titulaire, éventuellement rectifié par le RPA ;

b) les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;

c) le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;

d) le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;

e) le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;

f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, sur le poste e ci-dessus ;

g) l'incidence de la TVA ;

L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final, son montant est la récapitulation des montants e, f, g ci-dessus ;

La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

Quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;

Douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le pouvoir adjudicateur s'abstient de notifier au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder.  
À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le démarrage des missions est précisé à l'article 5 du CCAP.

Le détail des missions est présenté au CCTP.

### Adresse d'exécution :

- Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval – 18 quai d'Austerlitz 75013 PARIS
- Barrage de Beaulieu - Commune de La Motte-Tilly et commune du Mériot (10 400)

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-PI, les délais courent à compter de l'envoi effectué par le maître de l'ouvrage.

### 10.1 – Présentation des livrables

Les rapports, notes, mémoires et compte-rendu établis dans le cadre des missions objet du présent marché sont remis sur support informatique. Le RPA se réserve le droit pour certains rapports de demander en complément un support papier en 3 exemplaires dont un reproductible. Les fichiers informatiques remis seront tous lisibles par des logiciels libres et de préférence par la suite bureautique Open Office ou Microsoft.

Les délais de reprographie sont inclus dans les délais d'élaboration des documents.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'elle estime nécessaires à son intervention, elle est tenue de le signaler dans les plus brefs délais au conducteur d'opération. En particulier, l'absence non signalée de document ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de sa mission.

Sur le fond, les documents remis seront conformes à la commande, objet du présent CCTP. Ce niveau d'exigence doit être considéré comme minimal par le titulaire du marché qui est libre d'y apporter des compléments, en accord avec le maître d'ouvrage, s'il les juge nécessaires.

Pour chaque mission, en l'absence de demande particulière du MOA, les livrables (décrits dans le CCTP) seront remis dans les délais mentionnés dans le CCTP.

Sauf mention contraire, par défaut, le délai de vérification d'un livrable est fixé à 1 mois.

### 10.2 – Participation aux réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception..

Fréquence de présence aux réunions pour le titulaire du présent marché : Hebdomadaire en phase préparatoire ou en phase travaux uniquement si enjeux environnementaux spécifiques, fréquence mensuelle en phase travaux le reste du temps

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion. Le titulaire devra s'assurer de l'exactitude sur l'ensemble de ses sujets de suivi des mesures ERC-AS et des délais opérationnels en cas d'infraction à l'arrêté préfectoral par l'entreprise travaux. Celui-ci devra être illustré pour la bonne information de l'entreprise travaux et de la MOE.

Une réunion aura lieu hebdomadairement sur site. Le jour sera déterminé en phase de préparation de chacun des chantiers avec la MOE et le titulaire de ce marché, les entreprises de travaux contractées ultérieurement ainsi que la maîtrise d'ouvrage.

### **10.3 – Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

### **10.4 – Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du titulaire du marché. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

L'expiration du/des délai(s) de « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;

La levée de la dernière réserve ;

L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

Le bilan de l'opération est validé par le maître d'ouvrage ;

La fin de la mission MO1 à MO5.

Ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du titulaire.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

### **1. Clauses d'insertion sociale**

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique.

#### **1.1 L'engagement d'insertion**

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article "Accompagnement de l'action".

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique. En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

#### **1.2 L'accompagnement de l'action**

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, Le titulaire peut se rapprocher d'un facilitateur territorialement compétent.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

À l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le candidat, s'il est déclaré attributaire du marché :

- Déclare avoir pris connaissance des articles du CCAP relatifs à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières ;
- S'engage à prendre contact avec un référent du dispositif insertion/facilitateur, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- S'engage à transmettre la première semaine de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre des actions d'insertion du mois précédent ;
- S'engage à réserver, dans l'exécution du marché, sur la durée du chantier un nombre d'heures d'insertion indiqué dans l'acte d'engagement.

### **1.3 Les modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés ; le Titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :
  - o D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail) ;
  - o D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification GEIQ ;
  - o D'une association intermédiaire.
- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion.

### **1.4 Contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement.

À la demande de Voies Navigables de France, le Titulaire fournit chaque mois (avec sa demande d'acompte), tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation ..... ) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, Voies Navigables de France peut à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur du dispositif désigné à l'acte d'engagement étudiera avec le Titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

À l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

La clause doit être mise en œuvre avant la réception des travaux.

### **1.5 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au Titulaire et prévues dans l'Acte d'engagement, il subira les pénalités prévues au présent CCAP. Les mêmes pénalités seront également appliquées en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion.

## **2. Clauses environnementales**

Le titulaire est soumis aux obligations de la réglementation, des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France et des dispositions du présent marché.

Le titulaire s'assure aussi du respect par ses cotraitants et sous-traitants de ces obligations environnementales.

Les entreprises devront présenter leurs labels ou certifications de prise en compte du développement durable. Le titulaire devra viser un bilan carbone le plus bas possible quitte à adapter ses propositions. L'utilisation de matériaux durables, locaux et lors que c'est possible biosourcés afin de diminuer son impact.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-PI, les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la livraison /de l'exécution de la prestation.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités**

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) s'entendent par jour calendaire (sauf mention autre) et ne sont pas soumises à la TVA.

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont appliquées sans mise en demeure préalable, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI), et sont cumulables dans leur montant, sans seuil d'exonération (par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI).

Si un délai d'exécution fixé par un accord entre le MOA et le titulaire du marché avant le démarrage de la prestation n'est pas respecté, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 € pendant 7 jours, puis 500,00 € au-delà.

De plus tout retard sur le planning opérationnel fixé lors de la notification du marché, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1000,00 € pendant 7 jours, puis 3000,00 € au-delà.

Le plafonnement des seules pénalités de retard est fixé à 30% du montant total HT de la tranche considérée (par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI).



## 15.2 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité et de confidentialité.

Le titulaire s'expose à l'application de pénalités conformément à l'article 14.2 du CCAG-PI.

## 15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production des documents prévus au contrat	Journalière	150€	La non-production est considérée à partir d'un mois de retard relativement au délai prévu pour chaque élément de mission.
Production incomplète des documents prévus au contrat	Journalière	150€	Point de départ du délai : dès transmission de l'OS Délai : selon prestation
Retard sur la transmission du rapport d'analyse du PRE et de la charte de chantier vert remis par le groupement	Journalière	150€	Point de départ du délai : dès transmission de l'OS Délai : 10 jours ouvrés
Retard sur la production d'un rapport d'avancement	Journalière	150€	Point de départ du délai : La reunion de chantier Délai : 2 jours
Remise tardive du dossier de consultation des entreprises (DCE)	Journalière	150€	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA du démarrage de la mission MO3 par Ordre de Service Délai : 15 jours ouvrés pour la V0 et 3 jours ouvrés après chaque demande de modification du MOA
Remise tardive du rapport d'analyse des offres et des documents associés	Journalière	200€	Point de départ du délai : À la réception des offres Délai : 10 jours ouvrés
Remise tardive des rapports de mise au point du marché	Journalière	200€	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA Délai : 5 jours ouvrés
Retard sur la mise à disposition des éléments de communication, nécessaires, pendant toute la durée de ce marché	Journalière	150€	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA du démarrage de la mission MO1 par Ordre de Service Délai : mise à disposition des éléments de communication dans le compte rendu mensuel de visite de chantier pendant toute la durée de ce marché
Remise tardive de la notice méthodologique pour l'exploitation	Journalière	150	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA du démarrage de la mission MO2 par Ordre de Service Délai : 15 jours ouvrés pour la V0 et 3 jours ouvrés après chaque demande de modification du MOA

Le titulaire du présent marché sera responsable des éléments consignés dans ses rapports, notamment en cas d'erreur induite par les mesures qu'il aura définies et qui auraient été mises en œuvre à la suite de son expertise. Dans ce cas, le titulaire engagera sa responsabilité pénale.

En cas de retard imputable au titulaire entraînant le non-respect du délai global du marché, la pénalité suivante s'applique et sans besoin de mise en demeure :

<b>Pénalité journalière</b>	
Fait générateur	Pour chaque jour calendaire de retard
À partir de la fin du délai contractuel	1/100 du montant TTC de l'ensemble du marché

Enfin pour chaque manquement à une obligation contractuelle ou administrative ou légale/réglementaire pour lequel une pénalité n'est pas définie spécifiquement dans le présent article, une pénalité journalière sera appliquée à hauteur de 250€ par jour jusqu'à disparition du manquement ou à hauteur de 250€ par jour de retard, si la date limite d'exécution ou livraison de la prestation attendue est dépassée .

Il convient de noter que les pénalités peuvent être cumulées pour une même infraction et sans limite.

#### **15.4 – Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Le présent marché public peut être modifié, dans les circonstances suivantes :

Si des décisions ou des modifications de la réglementation en matière d'environnement, d'urbanisme ou de construction non prévisibles à la date de passation du marché rendent nécessaire des modifications du programme ou du projet ou du planning ou la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché. L'intégration de ces prescriptions complémentaires pourra prendre la forme de prix nouveaux.

Si, les études relatives au projet de modernisation de l'exploitation et de la maintenance de VNF ou à la téléconduite des ouvrages nécessitent des adaptations du programme ou du projet ou la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché. L'intégration de ces prescriptions complémentaires pourra prendre la forme de prix nouveaux.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire n'a le droit à aucune indemnité de résiliation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les stipulations de l'article 43 du CCAG-PI sont applicables excepté l'article 43.3. Par dérogation à l'article 43.3, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

## **19 - Dérogations**

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 28 et 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18 du CCAP déroge à l'article 43.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles.